1

(N^o 255.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 MAI 1846.

Construction d'un canal de Deynze à Schipdonck. — Recreusement du Moervaert. — Exécution de travaux dans la vallée de l'Escaut.

Projet de loi adopté par la Chambre, au premier vote (²).

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé :

1^o A ouvrir de Deynze à Schipdonck un canal de dérivation des eaux de la Lys vers le canal de Gand à Ostende, sauf à régler ultérieurement par une loi le concours des provinces ou autres intéressés, s'il y a lieu.

Avant de faire emploi du canal de Deynze à Schipdonck, un arrêté royal déterminera, sur l'avis conforme des députations permanentes des conseils provinciaux des deux Flandres, toutes les dispositions relatives à la manœuvre des écluses. Une commission composée de cinq membres, dont la majorité appartiendra à la Flandre occidentale, surveillera l'exécution rigoureuse de ce règlement ;

2^o A recreuser le Moervaert, depuis Roodenhuis jusqu'à la naissance de la Durme, à Splettersput ;

5^o A faire exécuter dans la vallée de l'Escaut, simultanément avec le canal

(¹) Projet de loi, n^o 117.

Rapport, n^o 198.

Amendements, n^{os} 247, 251 et 253.

(²) Les amendements sont imprimés en caractères italiques.

de *Schipdonck* (1), les travaux les plus propres à activer l'écoulement des eaux du Haut-Escaut.

ART. 2.

Il est ouvert au Département des Travaux Publics :

1° Un crédit de cinq cent mille francs (500,000 fr.), pour les premiers travaux du canal prémentionné et pour le recreusement du *Moervaert* ;

2° Un crédit de *trois cent mille francs* (500,000 fr.), pour les travaux mentionnés au n° 5° de l'article précédent.

ART. 5.

Ces dépenses seront provisoirement couvertes au moyen d'une émission de bons du trésor.

ART. 4.

Le Gouvernement est autorisé à faire un règlement d'administration publique pour l'institution et l'organisation d'administrations de *wateringues* dans l'intérêt de l'assèchement, de l'irrigation et de l'amélioration des rives et des vallées de l'Escaut, de la *Lys* et de la *Dendre*.

(1) Cet amendement a été adopté après le rejet de l'art. 5 amendé, qui était conçu en ces termes :

« Pour prévenir les inondations de l'Escaut, il sera construit un canal de dérivation destiné » à déverser les eaux du Haut-Escaut dans le Bas-Escaut, près de *Gand*.

» Une somme de 150,000 fr. est affectée à cette dépense.

» Ce canal ne pourra ni servir à l'écoulement des eaux du Haut-Escaut, que lorsque l'état » du Bas-Escaut le permettra, ni servir à la navigation. »